**CONDITIONS GÉNÉRALES DE VENTE**

[**https://www**](https://www)**.love-school.fr**

**Préambule**

L’Entreprise LAURA ZAMBONI (ci-après désignée l’« **Entreprise** » oule « **Vendeur** ») a pour activité la vente en ligne d’un ensemble de formations, ateliers et coaching ainsi que de produits spécialisés dans le domaine conjugal et les couples (ci-après désignés ensemble les « **Produits** »), commercialisés à partir du site Internet https://www.love-school.fr (ci-après désigné le « **Site Internet** »).

**Article 1er: Objet**

Les présentes conditions générales de vente (ci-après « **les Conditions Générales de Vente** » ou « **CGV** ») déterminent les droits et obligations des parties dans le cadre de la vente en ligne de Produits par l’Entreprise à partir de son Site Internet à toute personnes adultes âgées de 18 ans ou plus (ci-après désigné « **le Client** »).

**Article 2 : Identification de l’auteur de l’offre**

Entreprise Laura ZAMBONI, 410, Avenue Janvier Passero – « Les Trois Rivières » Bâtiment D5 – 06210 Mandelieu La Napoule immatriculée sous le numéro SIREN 834 898 546.

Courriel : contactloveschool@gmail.com.

Téléphone :

Adresse de correspondance : 410, Avenue Janvier Passero – « Les Trois Rivières » Bâtiment D5 – 06210 Mandelieu La Napoule.

**Article 3 : Définitions**

Dans les présentes Conditions Générales d’Utilisation, les mots commençant par une majuscule auront la signification suivante :

« **Client** » : désigne tout acheteur de Produits depuis le Site Internet.

«**Commande** » : désigne l’achat de Produits depuis le Site Internet par le Client.

« **Conditions Générales de Vente** » / « **CGV** » : désigne le présent contrat.

« **Entreprise**» : désigne l’Entreprise de Madame Laura ZAMBONI, 410, Avenue Janvier Passero – « Les Trois Rivières » Bâtiment D5 – 06210 Mandelieu La Napoule. SIRET 834 898 546 00017.

« **Produits** » : désigne l’ensemble des produits et services proposés à la vente par l’Entreprise.

« **Site Internet** » : désigne le site <https://www.love-school.fr>.

« **Vendeur** » : désigne l’Entreprise de Madame Laura ZAMBONI, 410, Avenue Janvier Passero – « Les Trois Rivières » Bâtiment D5 – 06210 Mandelieu La Napoule. SIRET 834 898 546 00017.

**Article 4 : Champ d’application**

4.1 Les présentes Conditions Générales de Vente s’appliquent à toutes les ventes de Produits effectuées par l’intermédiaire du Site Internet de l’Entreprise.

4.2 Le Vendeur se réserve la possibilité de modifier les présentes CGV à tout moment par la publication d’une nouvelle version sur le Site Internet. Les CGV alors applicables sont celles en vigueur à la date du paiement de la Commande.

4.3 Le Client déclare avoir pris connaissance de l’ensemble des présentes Conditions Générales de Vente et les accepter sans restriction ni réserve.

4.4 Le Client déclare avoir la capacité juridique de contracter en vertu des lois françaises.

**Article 5 : Entrée en vigueur**

Les présentes Conditions Générales de Vente ont vocation à s’appliquer à compter du paiement de la Commande par le Client et pendant la durée nécessaire à la fourniture des Produits jusqu’au terme des garanties et obligations de l’Entreprise.

**Article 6 : Commande**

6.1 Pour Commander, le Client devra suivre les étapes spécifiques à chaque Produit proposé par le Vendeur :

* Information sur les caractéristiques essentielles du ou des Produits.
* Choix du ou des Produits, le cas échéant de ses options et indication des données essentielles du Client (identification, adresse…).
* Acceptation des présentes Conditions Générales de Vente.
* Vérification des éléments de la Commande et, le cas échéant, correction des erreurs.
* Suivi des instructions pour le paiement,
* Paiement des Produits.

Le Client recevra alors confirmation par courrier électronique du paiement de la Commande, ainsi qu’un accusé de réception de la confirmation de la Commande.

6.2 Aux fins de bonne réalisation de la Commande et conformément aux dispositions de l’article 1316-1 du Code civil, le Client s’engage à fournir des éléments pour son identification véridiques.

6.3 Le Vendeur se réserve la possibilité, conformément aux dispositions de l’article L.122-1 du Code de la consommation, de refuser la Commande pour tout motif légitime, particulièrement s’il existe un litige avec le Client relatif au paiement d’une Commande précédente.

**Article 7 : Prix**

Les prix des Produits vendus sur le Site Internet sont indiqués en Euros hors taxes (TVA + toutes autres taxes, le cas échéant) et déterminés sur les pages de descriptifs des Produits.

Les frais d’expédition sont indiqués en sus, lorsque de tels frais sont applicables.

L’Entreprise se réserve la possibilité de modifier ses prix à tout moment, pour l’avenir.

**Article 8 : Produits**

8.1 Conformément aux dispositions des articles L.111-1 et L.111-3 du Code de la consommation, les caractéristiques essentielles des biens, des prestations et leurs prix respectifs ont été mis à disposition du Client sur le Site Internet de l’Entreprise.

8.2 Pour les prestations en ligne, le Client s’engage à disposer d’un équipement informatique adéquat lui permettant de suivre le coaching / accompagnement (ordinateur, écran, connexion Internet, navigateur web, logiciel de messagerie, carte son et haut-parleurs pour entendre les vidéos).

8.3 Le Client atteste également avoir reçu l’ensemble des informations prévues aux articles L. 121-8 et L. 121-19 du Code de la consommation, ainsi qu’un détail des frais de livraison ainsi que les modalités de paiement, de livraison et d’exécution du contrat.

8.4 Le Vendeur s’engage à honorer la Commande du Client dans la limite des stocks de Produits disponibles. A défaut, le Vendeur en informe le Client.

8.5 Le Vendeur et le Client conviennent que les illustrations ou photos des produits offerts à la vente n’ont pas de valeur contractuelle.

**Article 9 : Prestations d’accompagnement, formations et coaching**

*9.1 Modalités de la formation*

L’Entreprise s’engage à dispenser les formations au choix du Client soit en présentiel dans les locaux du Client soit en distanciel.

L’Entreprise est libre d’utiliser les méthodes et outils pédagogiques de son choix, qui relèvent de sa seule compétence.

Les caractéristiques des formations sont précisées sur le Site Internet de l’Entreprise.

L’Entreprise se réserve le droit, sans indemnité de quelque nature que ce soit, d’exclure à tout moment, tout participant dont le comportement gênerait le bon déroulement du stage en cas de stage avec plusieurs participants.

L’Entreprise ne saurait être tenue responsable d’une quelconque erreur ou oubli constaté dans la documentation éventuellement remise au Client, cette dernière étant un support pédagogique qui ne saurait être considéré comme un manuel pratique ou un document officiel explicitant la règlementation applicable.

*9.2 Obligations de l’Entreprise*

L’Entreprise n’est tenue qu’à une obligation de moyens. En conséquence, elle sera responsable uniquement des dommages directs résultant d’une mauvaise exécution de ses prestations de formation et/ou de coaching à l’exclusion de tout dommage immatériel ou indirect consécutifs ou non.

En toutes hypothèses, la responsabilité globale de l’Entreprise au titre ou à l’occasion de la formation et/ou du coaching, sera limitée au prix total de la Commande.

*9.3 Obligations du Client*

Le Client s’engage à payer le prix de la Commande (formation et/ou coaching).

Le Client s’engage à n’effectuer aucune reproduction de matériel ou documents dont les droits d’auteur sont la propriété intellectuelle de l’Entreprise sans l’accord écrit et préalable de cette dernière.

Le Client s’engage à ne pas utiliser de matériel d’enregistrement audio ou vidéo lors des formations, sans l’accord écrit et préalable de l’Entreprise.

*9.4 Formation en distanciel*

L’Entreprise après validation de la Commande fournit au Client des identifiants et liens de connexion aux cours en visioconférence.

Le Client est responsable de la gestion et de la conservation de ces identifiants et liens de connexion. En conséquence, il appartient au Client de mettre en œuvre toutes mesures de précaution nécessaires à leur protection et à leur conservation.

Le Client est responsable des conséquences de leur utilisation. L’Entreprise ne pourra en aucun cas être tenue pour responsable de toute utilisation frauduleuse des identifiants et liens fournis au Client.

*9.5 Annulation, modification ou report des formations et/ou des coaching par l’Entreprise*

L’Entreprise se réserve le droit d’annuler ou de reporter une formation et/ou un coaching notamment dans le cadre d’une formation avec plusieurs participants, lorsque le nombre de participants est jugé pédagogiquement inapproprié, et d’en informer le Client au plus tard sept (7) jours calendaires avant la date du premier jour de l’exécution de la prestation.

L’Entreprise n’est tenue à aucune indemnité d’aucune sorte.

Lorsque le report d’une formation et/ou d’un coaching à une date ultérieure n’est pas envisageable et qu’aucune autre session n’est programmée, l’Entreprise procède au remboursement des sommes versées, à l’exclusion de tout autre coût ou indemnité. Dans un délai maximal de trente (30) jours.

L’Entreprise peut être contrainte d’annuler une formation pour cas de force majeure, tels que définis à l’article 19, et s’engage à organiser une nouvelle session de formation dans les meilleurs délais.

**Article 10 : Paiement**

10.1 Le paiement est exigible immédiatement à la Commande, y compris pour les Produits éventuellement en précommande.

10.2 Le Client peut effectuer le règlement par carte bancaire, virement ou chèque.

10.3 En cas de paiement par carte bancaire, seules les cartes Visa et MasterCard sont acceptées à l’exclusion de la carte American Express.

En cas de paiement sécurisé en ligne par carte bancaire, les informations transmises sont chiffrées dans les règles de l’art et ne peuvent être lues au cours du transport sur le réseau.

Toute garantie quant à la sécurité de ce système est entièrement de la responsabilité du sous-traitant et ne saurait être imputée à l’Entreprise.

Conformément aux dispositions de l’article L.132-2 du Code monétaire et financier, l’engagement de payer donné par carte est irrévocable. En communiquant ses informations bancaires lors de la vente, le Client autorise le Vendeur à débiter sa carte du montant relatif au prix indiqué.

Le Client confirme qu’il est bien le titulaire légal de la carte à débiter et qu’il est légalement en droit d’en faire usage.

En cas d’erreur, ou d’impossibilité de débiter la carte, la Vente est immédiatement résolue de plein droit et la Commande annulée.

10.4 Le paiement par chèque bancaire n’est possible que pour des chèques en euros tirés sur une banque domiciliée en France. Le chèque devra être établi à l’ordre de l’Entreprise, et envoyé à l’adresse indiquée en tête des présentes CGV.

Le chèque sera encaissé avant l’expédition de la Commande, sauf accord exceptionnel écrit confirmé par l’Entreprise.

10.5 En cas de paiement par virement bancaire, le Client s’engage à procéder au virement depuis un compte ouvert auprès d’une banque domiciliée en France.

**Article 11 : Livraison des produits dérivés (livres, CD, DVD, tee-shirt)**

11.1.1 La livraison est réalisée à l’adresse indiquée lors de la Commande.

Le Client choisit le mode de livraison approprié et est seul responsable d’un défaut de livraison lié à une indication erronée de son adresse lors de la Commande.

11.1.2 Les délais de livraison sont donnés au Client à titre indicatif et sont susceptibles d’être modifiés. L’Entreprise s’engage à en informer le Client dans un délai maximum de quarante-huit (48) heures à compter de la connaissance de la cause du retard.

11.1.4 L’Entreprise ne pourra être tenue responsable en cas de retard de livraison du Produit ou d’impossibilité de réaliser les prestations commandées liées à un cas de force majeures tel que visé à l’article 19 et y compris dans l'hypothèse où ces événements surviendraient chez les fournisseurs ou leurs sous-traitants.

L’Entreprise aura alors la faculté soit de différer la livraison aussi longtemps que perdurera l'empêchement, soit de résilier le contrat en tout ou en partie.

Si les circonstances énoncées ci-dessus rendent impossible l'exécution de la prestation, l’Entreprise sera libérée de son obligation.

**Article 12 : Transfert de propriété - Transfert des risques**

12.1 Le transfert de propriété des produits dérivés au Client, ne sera réalisé qu’après complet paiement du prix par ce dernier et ce, quelle que soit la date de livraison desdits Produits.

12.2 Le transfert des risques de perte et de détérioration des produits dérivés, ne sera réalisé qu’au moment où le Client prendra physiquement possession de ces produits à leur réception lors de la livraison effectuée par l’Entreprise.

**Article 13 : Délai de rétractation**

13.1 Conformément à l’article L.121-20 du Code de la consommation, « *le consommateur dispose d’un délai de quatorze jours francs pour exercer son droit de rétractation sans avoir à justifier de motifs ni à payer de pénalités, à l’exception, le cas échéant, des frais de retour* ».

*« Le délai mentionné à l’alinéa précédent court à compter de la réception pour les biens ou de l’acceptation de l’offre pour les prestations ».*

Le droit de rétractation peut être exercé en contactant l’Entreprise au moyen des coordonnées indiquées à l’article 2 des présentes CGV, dans un délai de quatorze (14) jours.

13.2 Conformément à l’article L.121-20-2 du Code de la consommation, le droit de rétractation ne peut être exercé pour le service de coaching et d’accompagnement.

**Article 14 : Réclamations**

En cas de constatation par le Client de défauts affectant le ou les Produits, le Client doit en informer l’Entreprise dans un délai de dix (10) jours ouvrés suivant la réception, soit par voie postale soit par mail aux adresses figurant à l’article 2 des présentes CGV.

Passé ce délai, aucune réclamation ne pourra être étudiée par l’Entreprise.

**Article 15 : Garantie - Responsabilité- Conformité**

15.1 Garanties des Produits

15.1.1 Sauf dol ou faute lourde et sauf cas de responsabilité du fait des produits défectueux, la responsabilité de L’Entreprise est limitée à la réparation des seuls dommages prévisibles, directs et matériels effectivement subis par le Client à raison du manquement de l’Entreprise.

Cette réparation est en tout état de cause limitée au remplacement ou au remboursement des Produits litigieux.

15.1.2 Les Produits proposés à la vente sont conformes à la réglementation en vigueur en France et ont des performances compatibles avec des usages non professionnels.

15.1.3 Les Produits fournis par l’Entreprise bénéficient de plein droit et sans paiement complémentaire, conformément aux dispositions légales :

- de la garantie légale contre les vices cachés provenant d'un défaut de matière, de conception ou de fabrication affectant les produits livrés et les rendant impropres à l'utilisation, conformément aux dispositions des articles 1641 et suivants du Code civil,

- de la garantie légale de conformité, pour les Produits apparemment défectueux, abîmés ou endommagés ou ne correspondant pas à la Commande ou à l'achat immédiat,

Il est rappelé que dans le cadre de la garantie légale de conformité, le Client :

* Bénéficie d'un délai de deux (2) ans à compter de la délivrance du bien pour agir à l'encontre de l’Entreprise ;
* Peut choisir entre la réparation ou le remplacement du Produit commandé, sous réserve des conditions de coût prévues par l'article L.217-9 du Code de la consommation ;
* Est dispensé de rapporter la preuve de l'existence du défaut de conformité du Produit durant les vingt-quatre (24) mois suivant la délivrance du Produit, sauf pour les biens d'occasion, dont le délai est porté à six mois (article L.217-7 du Code de la consommation).

La garantie légale de conformité s'applique indépendamment de la garantie commerciale pouvant éventuellement couvrir le Produit.

15.1.4 Afin de faire valoir ses droits, le Client devra informer l’Entreprise par écrit de la non-conformité des Produits dans les délais visés ci-dessus et retourner les Produits défectueux dans l'état dans lequel ils ont été reçus avec l'ensemble des éléments (accessoires, emballage, notice...).

15.1.5 L’Entreprise remboursera, remplacera ou fera réparer les Produits ou pièces sous garantie jugés non conformes ou défectueux. En cas de livraison, les frais d'envoi seront remboursés sur la base du tarif facturé et les frais de retour seront remboursés sur présentation des justificatifs.

Les remboursements des Produits jugés non conformes ou défectueux seront effectués dans les meilleurs délais et au plus tard dans les trente (30) jours suivant la constatation par l’Entreprise du défaut de conformité ou du vice caché.

Le remboursement s'effectuera par crédit sur le compte bancaire du Client ou par virement ou chèque bancaire.

15.1.6 La responsabilité de l’Entreprise ne saurait être engagée dans les cas suivants :

- non-respect de la législation du pays dans lequel les Produits sont livrés,

- en cas de mauvaise utilisation, d'utilisation à des fins professionnelles, négligence ou défaut d'entretien de la part du Client, comme en cas d'usure normale du Produit, d'accident ou de force majeure.

La garantie de l’Entreprise est, en tout état de cause, limitée au remplacement ou au remboursement des Produits non conformes ou affectés d'un vice.

15.2 Retour des produits

En cas de réception de produits défectueux ou non conformes, l’Entreprise s’engage à les remplacer, ou à rembourser le Client du montant du ou des produits commandés.

Pour cela, le Client s’engage à :

• Contacter l’Entreprise au préalable.

• Retourner les produits défectueux ou non conformes avec la facture correspondante (ou au minimum le n° de transaction) à l’adresse mentionnée à l’article 2 des CGV.

L’Entreprise remboursera les frais de retour en cas de retour d’une Commande exclusivement pour une raison imputable à l’Entreprise (erreur de livraison, article défectueux…etc).

Ce remboursement s’effectuera par virement bancaire dans les trente (30) jours à compter de la réception du colis.

 **Article 16 : Droits de propriété intellectuelle**

Les marques, noms de domaines, produits, logiciels, images, vidéos, textes ou plus généralement toute information objet de droits de propriété intellectuelle sont et restent la propriété exclusive de l’Entreprise.

Aucune cession de droits de propriété intellectuelle n’est réalisée au travers des présentes CGV.

Toute reproduction totale ou partielle, modification ou utilisation de ces biens pour quelque motif que ce soit est strictement interdite.

Le Client s’interdit en particulier de reprendre toute information tirée des Produits pour en faire des Produits concurrents à l’Entreprise.

**Article 17 : Imprévision**

Les présentes Conditions Générales de Vente excluent expressément le régime légal de l'imprévision prévu à l'article 1195 du Code civil pour toutes les opérations de Vente de Produits de L’Entreprise au Client.

L’Entreprise et le Client renoncent chacun à se prévaloir des dispositions de l'article 1195 du Code civil et du régime de l'imprévision qui y est prévu, s'engageant à assumer ses obligations même si l'équilibre contractuel se trouve bouleversé par des circonstances qui étaient imprévisibles lors de la conclusion de la vente, quand bien même leur exécution s'avèrerait excessivement onéreuse et à en supporter toutes les conséquences économiques et financières.

**Article 18 : Confidentialité - données personnelles**

18.1 Les informations personnelles collectées par l’Entreprise (nom, prénom, date de naissance, adresse, téléphone, adresse électronique, coordonnées bancaires, etc.) sont enregistrées dans son fichier de Clients et principalement utilisées pour la bonne gestion des relations avec le Client, le traitement des Commandes, la prévention des impayés ainsi que la prospection commerciale.

Les données sont utilisées également en vue de renforcer et personnaliser la communication de l’Entreprise notamment par les lettres/courriers électroniques d’information (emailing) ainsi que dans le cadre de la personnalisation du Site Internet en fonction des préférences constatées des Clients.

18.2 Les informations personnelles collectées seront conservées aussi longtemps que nécessaire au parfait achèvement des prestations de l’Entreprise augmentée d’une durée de trois (3) ans à des fins de prospection commerciale sauf si :

* Une durée de conservation plus longue est autorisée ou imposée par une disposition légale ou règlementaire ;
* Le Client a exercé, dans les conditions prévues ci-après, l’un des droits qui lui sont reconnus par la législation.

18.3 L'accès aux données personnelles est strictement limité aux employés et préposés de l’Entreprise, habilités à les traiter en raison de leurs fonctions.

Les informations recueillies pourront éventuellement être communiquées à des tiers liés à l’Entreprise par contrat pour l'exécution de tâches sous-traitées nécessaires à la gestion de la Commande, sans qu’une autorisation du Client ne soit nécessaire.

Il est précisé que, dans le cadre de l’exécution de leurs prestations, les tiers n’ont qu’un accès limité aux données et ont une obligation contractuelle de les utiliser en conformité avec les dispositions de la législation applicable en matière de protection des données personnelles.

18.4 En dehors des cas énoncés ci-dessus, l’Entreprise s'engage à ne pas vendre, louer, céder ou donner accès à des tiers aux données sans consentement préalable du Client, à moins d’y être contraints en raison d’un motif légitime (obligation légale, lutte contre la fraude ou l’abus, exercice des droits de la défense, etc.).

18.5 Conformément aux dispositions légales et règlementaires applicables, en particulier la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et du règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016, le Client bénéficie d’un droit d’accès, de rectification, de portabilité et d’effacement de ses données ou encore de limitation du traitement. Il peut également, pour des motifs légitimes, s’opposer au traitement des données la concernant.

Le Client peut, sous réserve de la production d’un justificatif d’identité valide, exercer ses droits en adressant sa demande, soit par courrier électronique soit par courrier postal aux dresses figurant à l’article 2 des présentes CGV.

18.6 Dans le cas où le Client ne souhaiterait pas/plus recevoir des messages promotionnels et invitations via courriers électroniques, messages SMS, appels téléphoniques et courriers postaux, celui-ci a la possibilité d’indiquer son choix lors de la finalisation de sa Commande, de modifier son choix en contactant l’Entreprise dans les conditions évoquées ci-avant ou en utilisant les liens de désinscription prévus dans les messages.

Ce droit vaut également pour les personnes dont les données (notamment leur identité et leurs coordonnées) auraient été transmises, avec leur autorisation, à l’Entreprise par des tiers, à des fins de prospection commerciale.

18.7 Pour toute information complémentaire ou réclamation, le Client peut contacter la Commission Nationale de l’Informatique et des Libertés.

**Article 19 : Force majeure**

L’exécution par l’Entreprise de tout ou partie de ses obligations sera suspendue en cas de survenance d’un cas fortuit ou de force majeure qui en empêcherait ou en retarderait l’exécution.

Sont considérés comme tels, outre ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français, le blocage des télécommunications, y compris des réseaux de télécommunications, la grève totale ou partielle, lock-out, émeute, trouble civil, insurrection, guerre civile ou étrangère, risque nucléaire, embargo, confiscation, capture ou destruction par toute autorité publique, intempérie, épidémie, crise sanitaire, blocage des moyens de transport ou d’approvisionnement pour quelque raison que ce soit, tremblement de terre, incendie, tempête, inondation, dégâts des eaux, restrictions gouvernementales ou légales, modifications légales ou réglementaires des formes de commercialisation, panne d’ordinateur, toute conséquence d’une évolution technologique, non prévisible par l’Entreprise, remettant en cause les normes et standards de sa profession et tout autre cas imprévisible, irrésistible et indépendant de la volonté des Parties empêchant l’exécution normale de leurs obligations réciproques.

L’Entreprise informera le Client d’un semblable cas fortuit ou de force majeure dans les sept (7) jours de sa survenance.

**Article 20 : Intégralité des Conditions Générales de Vente**

Les Conditions Générales de Vente constituent un contrat régissant les relations entre le Client et l’Entreprise. Elles annulent et remplacent toutes les dispositions antérieures non expressément visées ou annexées et constituent l’intégralité des droits et obligations de l’Entreprise, et du Membre ou du Souscripteur relatifs à leur objet.

Si une ou plusieurs stipulations des Conditions Générales de Vente étaient déclarées nulles en application d’une loi, d’un règlement ou à la suite d’une décision définitive d’une juridiction ou autorité compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, dans la mesure permise par la loi, le règlement ou la décision applicable.

**Article 21 : Non renonciation**

Le fait pour l’Entreprise de ne pas se prévaloir d'un manquement du Client à l'une des conditions visées dans les présentes Conditions Générales de Vente ne saurait être interprété comme une renonciation à se prévaloir pour l'avenir de l'obligation en cause ou de toute autre obligation, dans des circonstances identiques ou différentes.

**Article 22 : Droit applicable - juridiction compétente**

22.1 Les présentes Conditions Générales de Vente sont régies par le droit français.

22.2 En cas de litige, le Client devra préalablement s’adresser à l’Entreprise par courrier recommandé adressé au siège de l’Entreprise visé à l’article 2 des présentes CGV.

En l’absence de solution amiable dans les trente (30) jours suivant la demande, le Client pourra recourir à la conciliation ou saisir la juridiction compétente.

22.3 Toute contestation concernant tant la validité, l’interprétation, l’exécution, l’inexécution et la résiliation des présentes Conditions Générales de Vente qui n’auraient pas pu être résolue aimablement seront soumis aux tribunaux compétents dans les conditions de droit commun.